

• **Professeur Georges Barnabé GBAGO**, Doyen de la Faculté de Droit et de Sciences Politiques, Université d'Abomey-Calavi, Bénin :

Souveraineté et trajectoire de la gouvernance du droit au Bénin

• **Professeur Dodzi KOKOROKO**, Université du Bénin, Lomé
La régionalisation progressive du droit et l'encastrement des normes communautaires dans le droit interne : cas de la CEDEAO

• **Docteur Kadidja Ali GAZIBO**, Université de Tahoua, Niger
La résolution des crises politiques : une approche multinationale

11h00-11h15 Pause café

11h15-13h00 *Panel 4 La gouvernance économique et du développement*

• **Professeur Richard MARCOUX**, Université Laval-GIERSA
Le dividende démographique : une chance pour l'Afrique ou simplement le retour de Malthus?

• **Professeur Anne CALVÈS**, Université de Montréal-GIERSA :
Évaluer la gouvernance en Afrique : l'irrésistible montée des « randomistas »

• **Professeur Léonard WANTCHÉKON**, Université de Princeton (États-Unis) et African School of Economics, Bénin :
La recherche expérimentale sur la démocratie et le développement en Afrique

• **Docteur Ayemi LAWANI**, Université de Montréal :
Le difficile « ménage à trois » de la gouvernance du développement en Afrique : une comparaison du Bénin et du Togo

13h00-14h30 Pause déjeuner

Panel 4 (suite)

• **Docteur Guillaume MOUMOUNI**, Université d'Abomey-Calavi-PRAME :

La Chine et la légitimité des politiques commerciales en Afrique.

• **Professeur Joseph DJOGBÉNOU**, Université d'Abomey-Calavi et Président de la Commission des Lois, de l'Administration et des Droits de l'Homme de Assemblée Nationale :

OHADA, supranationalité et gouvernance des affaires en Afrique

• **Professeur Nicaise MÈDÉ**, Agrégé de Droit public, Directeur de l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), Université d'Abomey-Calavi :
Etat capable et Etat limité : propos liminaire sur la gouvernabilité financière des Etats africains francophones

• **Professeur Charles MOUMOUNI**, Université Laval, GIERSA et IRIES :
Acteurs non étatiques et gouvernance économique et financière au Bénin

MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2015

9h00 - 10h30 – Première partie

• **Monsieur Expédit OLOGOU**, doctorant au Département des Sciences Politiques, Université d'Abomey-Calavi, Bénin :

Les violences électorales : étude comparée du Bénin et de la Côte d'Ivoire

• **Monsieur Médard KANLINSOU**, doctorant au Département des Sciences Politiques, Université d'Abomey-Calavi, Bénin :

La résolution des conflits politiques par la CEDEAO : réflexion sur les crises de démocratie en Afrique de l'Ouest francophone.

• **Madame Joanie THIBAUT-COUTURE**, doctorante au Département de science politique, Université de Montréal :
La construction de la nation sud-africaine : entre représentation internationale et antagonismes sub-nationaux.

10h30 - 10h45 – Pause café

10h45 - 12h30 – Deuxième partie

• **Monsieur Vignon Dègbédji BEDIE**, École doctorale Pluridisciplinaire, filière sociologie-anthropologie, Université d'Abomey-Calavi :
La réintégration sociale des patients guéris de l'ulcère de Buruli en milieu Ayizo au Sud du Bénin

• **Monsieur Abdoulaye MALLAM IDI**, doctorant au Département des Sciences Politiques, Université d'Abomey-Calavi, Bénin :
L'Afrique et la Cour Pénale Internationale

• **Madame Anne-Marie PILOTE**, doctorante en Communication à l'Université du Québec à Montréal et à Science Po Paris :
La légitimité des politiques publiques en matière de TIC : l'approche genre



COLLOQUE INTERNATIONAL GIERSA-LASDEL-IRIES

7-9 décembre 2015
COTONOU (BÉNIN)

La légitimité de l'État africain dans un contexte de co-production de la gouvernance



UNIVERSITÉ
LAVAL

Université
de Montréal

Fonds de recherche
Société et culture
Québec

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les années 1990 ont été caractérisées par une vague sans précédent de mouvements de contestations populaires demandant la démocratisation des régimes militaires et de parti unique qui s'étaient généralisés sur le continent. Cette demande a été relayée par des pressions internationales venant notamment des pays Occidentaux et des institutions financières internationales qui ont fait de la gouvernance, la solution à la « crise africaine » de la fin des années 1980. Ces pressions ont bouleversé le paysage politique et institutionnel africain : alors que seulement quatre des 54 pays (Botswana, Sénégal, Maurice et la Gambie) autorisaient le pluralisme avant 1990, seuls deux (Swaziland et Érythrée) n'autorisent toujours pas le multipartisme aujourd'hui. Depuis lors, on peut parler de l'émergence d'un véritable espace public, d'abord à l'interne au sens d'espace investi par des citoyens qui contestent à l'État le monopole sur la politique; mais aussi à l'externe avec le développement de pratiques et de doctrines légitimant l'ingérence démocratique, que ce soit à travers l'action des grands pays démocratiques ou des organisations régionales. On peut quasiment parler aujourd'hui au sujet de la plupart des enjeux, de co-gérence ou de co-gouvernance entre l'État africain et des acteurs infra, supra ou extra étatiques. Ce colloque est dédié à l'exploration d'un paradoxe. En effet, alors que dans les années 1990, la redéfinition de la gouvernance se justifiait par la crise de légitimité de l'État postcolonial et de ses institutions et le besoin de leur re-légitimation, les mutations qui en résultent posent aujourd'hui ces mêmes questions avec autant d'acuité. Cela est particulièrement préoccupant dans un contexte caractérisé par une triple contrainte pesant sur la légitimité de l'État. D'abord, la société civile, plus diversifiée, plus jeune, revendique une co-production de la gouvernance en demandant des comptes et en s'engageant pour un rééquilibrage de ses rapports avec les gouvernants. Ensuite, on assiste à des fortes demandes en matière de politiques publiques que nombre de gouvernants africains peinent à mettre en œuvre. Enfin, tout cela survient dans un contexte où la gouvernance africaine est aussi disputée au niveau international par les pays occidentaux, les organisations régionales et financières.

III- PROGRAMME

LUNDI 7 DÉCEMBRE 2015

08h00-9h00 Accueil et installation des participants

09h00-10h00 Cérémonie d'ouverture

- Mot de bienvenue du **Professeur Charles MOUMOUNI**, GIERSA, Université Laval; Directeur Général de l'Institut des Relations Internationales et des Études Stratégiques (IRIES), Bénin.
- Mot du **Professeur Abou-Bakari IMOROU**, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Coordonnateur du LASDEL-Bénin.
- Mot du **Professeur Richard MARCOUX**, Université Laval, Coordonnateur du Groupe Interuniversitaire d'Études et de Recherches sur les Sociétés Africaines (GIERSA).
- Mot du **Professeur Mamoudou GAZIBO**, Université de Montréal, co-chercheur du Groupe Interuniversitaire d'Études et de Recherches sur les Sociétés Africaines (GIERSA), Coordonnateur du Pôle de Recherche sur l'Afrique et le Monde Émergent (PRAME).
- Allocution de **M. Saliou AKADIRI**, Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Bénévoles de l'Extérieur, Bénin.

10h00-10h15 Pause café

10h15-13h00 *Panel 1 : L'ingénierie institutionnelle et la gestion des processus politiques*

Présidente : **Professeur Anne CALVÈS**

- **Ambassadeur Rogatien BIAOU**, Ancien Ministre des Affaires Étrangères et de l'Intégration Africaine, Secrétaire Général de l'Association des Ambassadeurs et Ministres Plénipotentiaires du Bénin à la Retraite (SG/AMPR), Chancelier de l'Institut Panafricain de Recherche, d'Études et de Formation (IPREF – Boubacar DIALLO TELLI) : *La question de l'existence des États en Afrique*
- **Professeur Victor TOPANOU**, Université d'Abomey-Calavi, ancien Ministre de la Justice du Bénin. Il pourrait intervenir sur le thème : *La légitimité de l'État en Afrique*
- **Professeur Augustin LOADA**, Université de Ouagadougou, Ministre de la Fonction Publique du Burkina Faso; et **Professeur Mamoudou GAZIBO**, Université de Montréal, Coordonnateur du Pôle de Recherche sur l'Afrique et le Monde Émergent (PRAME), pôle politique du GIERSA : *Sociétés civiles, élites politiques et acteurs externes dans les transitions démocratiques*

13h00-14h30 Pause déjeuner

14h30-16h00 *Panel 2 : La production et la mise en œuvre des politiques publiques et des services aux populations*

Président : **Professeur Richard MARCOUX**

- **Madame Christine DESOUCHES**, Maître de conférences honoraire et ancien Délégué à la paix, à la démocratie et aux droits de l'Homme de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) : *La gouvernance concertée : de quelques déclinaisons en République du Bénin*
- **Professeur Emmanuel SÈDÉGAN**, École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), Université d'Abomey-Calavi, Bénin : *La gouvernance du développement en Afrique : la conjugaison des logiques internes et externes*
- **Professeur Jean-Pierre Olivier de SARDAN**, Directeur de recherche CNRS Paris, Coordonnateur LASDEL-Niamey : *L'aide extérieure aux populations locales: complément ou dépassement des politiques étatiques?*
- **Professeur Adolphe KPATCHAVI**, Université d'Abomey-Calavi, Secrétaire Général de la Commission Nationale Permanente de la Francophonie, Bénin : *Décentralisation et contrôle citoyen de l'action publique : la « gouvernance par le bas », une opportunité pour repenser les réformes institutionnelles en Afrique*

16h00-16h15 Pause café

16h15-17h30 *Panel 2 (suite)*

Professeur Abou-Bakari IMOROU, Université d'Abomey-Calavi, Coordonnateur LASDEL-Bénin
La co-production des services publics de sécurité

- **Professeur Bob WHITE**, GIERSA, Université de Montréal : *L'Observatoire des politiques culturelles en Afrique : l'UNESCO et la co-production de la renaissance africaine*
- **Docteur Ousmane KONÉ**, Université de Montréal : *La production du droit : les ONG islamiques et les associations féminines dans la controverse autour du code de la famille au Mali*

MARDI 8 DÉCEMBRE 2015

09h00-11h00 *Panel 3 : La gestion du territoire, des frontières et de la souveraineté*

Président : **Professeur Mamoudou GAZIBO**